

POUR une politique extérieure de la France porteuse de PAIX, de JUSTICE de DÉVELOPPEMENT, de SOLIDARITÉ

Le gouvernement mis en place par le président Emmanuel Macron et son Premier ministre Édouard Philippe, début mai, sera dans la lignée des choix en matière de politique internationale et européenne faits par ses deux prédécesseurs.

La nomination de l'ancien ministre de la Défense, JY Le Drian, au ministère de « l'Europe et des Affaires étrangères », en duo avec Marielle de Sarnez chargée des Affaires européennes, et la nouvelle dénomination du ministère de la Défense, rebaptisé « ministère des Armées » avec Sylvie Goulard à sa tête, ne sont pas de nature à susciter l'espoir de voir la France prendre enfin l'initiative d'une grande politique extérieure de sécurité humaine mondiale, de lutte pour le co-développement et contre la mainmise des marchés et institutions financières sur les logiques de mondialisation.

Ces décisions laissent au contraire présager l'accentuation de la dérive militaire de notre politique internationale et la perte accrue de notre indépendance militaire au profit d'une « défense européenne », en réalité complètement intégrée à l'OTAN selon, et depuis, les termes du traité de Maastricht et de Lisbonne.

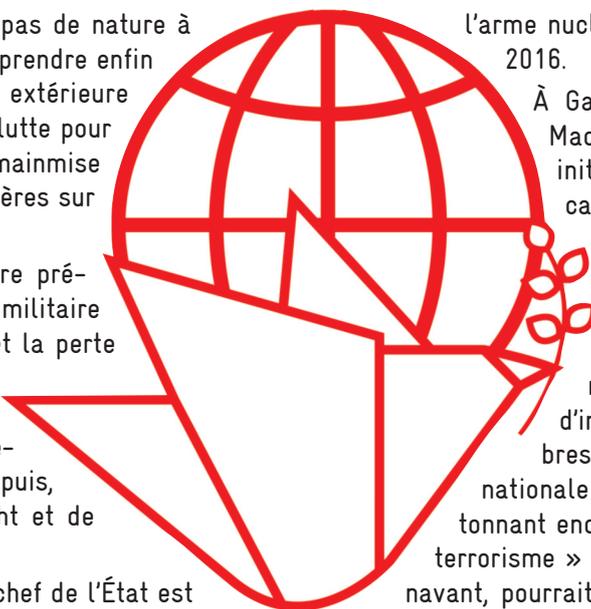
L'une des premières décisions du chef de l'État est de porter – suivant les vœux du président Trump pour

tous les pays membres de l'OTAN – le budget de la défense nationale de notre pays à 2% du PIB, et ce dès 2022, soit à plus de 50 milliards d'euros contre les près de 32,7 milliards (dont 3,5 milliards pour les armes nucléaires) en 2017.

Cette augmentation, qui va avec celle de la vente d'armes au plan mondial, nous engage dans une nouvelle course aux surarmements, alors qu'E. Macron ne donne pas signe, par ailleurs, d'engager notre pays dans le processus d'élaboration du traité international d'interdiction de l'arme nucléaire initié par l'ONU en décembre 2016.

À Gao (Mali) le 19 mai, le président Macron a annoncé vouloir prendre des initiatives de développement dans le cadre d'une « Alliance pour le Sahel » mais sans donner d'informations précises sur ses contenus et contours.

À Bruxelles, le président français ne s'est pas opposé à la décision d'impliquer les armées des pays membres de l'OTAN dans la coalition internationale contre l'EI au Proche-Orient, cantonnant encore et toujours la « lutte contre le terrorisme » à une dimension militaire qui, dorénavant, pourrait se traduire par l'envoi de troupes dans les zones de conflit.



QUAND LA GUERRE EST DEVENUE UN COMMERCE, LA PAIX DOIT ÊTRE UN PROJET POLITIQUE PRIORITAIRE

Nous sommes des dizaines de millions de femmes et d'hommes en France, des centaines de millions en Europe et dans le monde à aspirer à la paix.

La **sécurité humaine collective** consiste à rompre avec les politiques de la peur, les logiques opportunistes et mercantiles, et la logique de guerre.

La France, en adoptant une diplomatie préventive et de l'intérêt partagé peut, dans un même mouvement, engager au plan international, européen et national une série d'initiatives majeures.

INTERNATIONAL

1. Participer à l'élaboration, ratifier et appliquer le **Traité de désarmement et d'interdiction des armes nucléaires** de la Conférence internationale dont l'ONU a engagé les négociations ce 27 mars 2017.
2. Mettre fin aux ventes d'armes aux pays belligérants ou participant à une montée des tensions.
3. Demander une réunion spéciale du Conseil de sécurité de l'ONU pour engager dès cette année la préparation de la première « **COP de la finance mondiale, de l'harmonisation et de la justice fiscales** » (résolution adoptée à l'Assemblée nationale en février 2017 sur proposition du député communiste Alain Bocquet).

2017, L'humain d'abord !

PCF
Parti communiste français

**FRONT
DE GAUCHE**

4. Engager, sous l'égide de l'ONU, la tenue d'une **Conférence régionale pour la paix et le développement des Proche et Moyen-Orient**, conférence inclusive et multilatérale, avec pour ordre du jour la résolution et prévention des conflits de la région, sa dénucléarisation, son désarmement, la mise en place d'une exploitation concertée et déprivatisée des ressources pétrolifères et gazières prenant compte de la transition énergétique et du droit à l'énergie pour les peuples de la région, la protection des ressources en eau comme bien commun universel.
5. Reconnaître l'État **palestinien** et soutenir les luttes des organisations progressistes et démocratiques engagées pour les droits politiques et culturels des **Kurdes** partout où ils vivent.
6. S'engager dans le renforcement démocratique des institutions multilatérales et pour l'augmentation des cotisations des États-membres à l'ONU et ses opérateurs : FAO, HCR, PNUD et Unesco ; ainsi que pour la mise en œuvre des Accords de Paris sur le réchauffement climatique, et dans le cadre d'une réforme de l'ONU agir pour la mise sous contrôle des instances de l'ONU des Institutions monétaires internationales et pour le lancement d'une monnaie commune mondiale.
7. Promouvoir l'organisation d'une Conférence mondiale pour la paix et le progrès, sortir de l'OTAN et initier sa dissolution pour lui substituer des **cadres de coopération et de sécurité collective sous égide de l'ONU**, renforcer le poids et la capacité d'initiative de l'OIT (droit du travail, salaire minimum, droit de grève, protection sociale et retraite), garantir l'application de la Convention de Genève et proposer son extension aux réfugiés climatiques et exilés économiques.

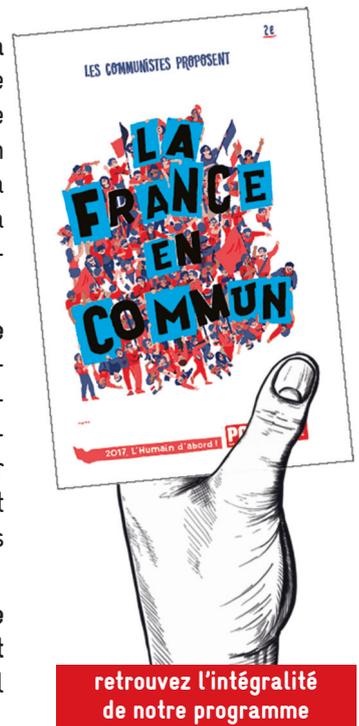
EUROPE

1. Prendre une initiative pour faire de l'Europe un espace exempt d'armes nucléaires et tenir une Conférence pour la création d'un **large cadre européen commun et inclusif de coopération et de sécurité collective** dépassant les limites de l'UE actuelle, incluant la Russie et tout pays non membre de l'UE, pour engager des projets de sécurité et coopération communes, de développement économiques mutuellement bénéfiques entre États membres de l'UE, et entre l'UE et son voisinage est-européen ainsi qu'avec les pays d'Afrique, du Maghreb et du Proche-Orient.

2. Abandonner les négociations sur les traités de libre-échange Tafta, Ceta et Tisa, et travailler à de **nouveaux traités internationaux de maîtrise des échanges** pour le développement de biens communs partagés.
3. Investir dans le développement commun et initier l'organisation d'une **Conférence européenne pour la restructuration des dettes des États** : annulation partielle et révision des conditions de remboursement.
4. Organiser un **Sommet social européen** pour abroger la directive sur les travailleurs détachés, faire converger les salaires, temps et conditions de travail vers le haut, pour une harmonisation sociale la plus avantageuse aux travailleurs
5. Lancer une consultation nationale populaire et citoyenne en vue de la **rédaction d'un nouveau traité européen pour une Europe des peuples et nations libres, souveraines et associées** qui sera soumis par référendum aux Français.

NATIONAL

1. **Élaborer de grandes orientations et priorités** de la politique internationale et européenne de la France à l'occasion d'une conférence nationale regroupant parlementaires, élus locaux, associations, syndicats et partis politiques avant présentation et débat à l'Assemblée nationale et au Sénat.
2. **Réviser le budget de la Défense** et organiser une consultation nationale pour la rédaction d'un nouveau livre blanc de la défense nationale et de la sécurité humaine collective.
3. **Refonder les politiques de visa** en respect des conventions et du droit international, la levée de l'interdiction de travailler des demandeurs d'asile et la régularisation des sans-papiers.
4. **Refonder la politique d'aide publique au développement** pour la monter à 1% réel du PIB.



AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :